

Les femmes autochtones persévèrent à se battre pour leurs droits

Partout dans le monde, les femmes autochtones souffrent d'une triple discrimination car elles sont non seulement discriminées simplement parce qu'elles sont des femmes ou parce qu'elles sont autochtones, mais aussi parce qu'elles sont des femmes autochtones. Les femmes autochtones sont souvent non seulement exclues des processus politiques locaux et nationaux, mais sont également exclues des processus et des structures de prise de décision au sein des communautés autochtones.

Le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, M. Michel Forst, a signalé en mars 2019 qu'il y avait un retour de bâton contre les défenseurs des droits de l'homme dans le climat politique actuel, et les femmes défenseuses sont souvent les premières à être attaquées. Le Rapporteur spécial a appelé la communauté internationale à reconnaître les problèmes, défis et risques spécifiques auxquels les femmes défenseuses des droits humains sont confrontées et à veiller à ce que ces défenseurs soient reconnus, soutenus et autorisés à participer de manière égale, significative et puissante à la promotion et protection des droits de l'homme.¹⁴

Tout au long de 2019, les femmes autochtones, contre toute attente, ont fait entendre leur voix.

En décembre, des femmes autochtones de 15 pays d'Afrique et d'Amérique latine se sont réunies au Cameroun en préparation de la réunion de la *Commission de la condition de la femme Beijing + 25* en 2020 (reportée depuis en raison de COVID-19). Ils ont noté que depuis 1995, les femmes autochtones ont fait des progrès significatifs dans la défense de leurs droits et l'augmentation de leur participation politique, mais le changement est lent et limité et de nombreux obstacles dangereux subsistent.

Malgré les réalisations, le groupe a également noté que les femmes et les filles autochtones sont toujours victimes de discrimination et marginalisées, n'ont pas accès à l'éducation, n'ont pas accès à la propriété foncière et, le plus dangereux, souffrent de violence sexiste - y compris la violence sexuelle, le meurtre sexiste, pratiques traditionnelles néfastes, violence domestique, violence dans le contexte des conflits et traite des êtres humains.

Dans un rapport inquiétant de cette édition du Bangladesh, des dizaines de cas de violence contre les femmes autochtones ont été signalés en 2019, notamment le meurtre de cinq femmes, l'agression sexuelle et physique de près de 100 femmes, le viol de sept femmes et filles, viol collectif de trois femmes et filles et tentative de viol de sept autres.

Dans un autre rapport troublant du chapitre indien, le *National Crime Records Bureau* a indiqué que 1 008 femmes tribales, dont 399 enfants, avaient été violées en 2018.

Cependant, les femmes et les filles autochtones ne doivent pas seulement être considérées comme des victimes. En réalité, ils sont des agents de changement actifs dans la société et des champions de la durabilité, se situant à l'avant-garde de la promotion des droits des peuples autochtones et des droits des femmes, et jouant un rôle essentiel dans la sauvegarde et la transmission des connaissances, traditions, cultures et langues autochtones.

Au **Chili**, les femmes autochtones étaient présentes et faisaient partie des manifestations dans le pays et ont souligné que la politique extractiviste du gouvernement était une forme de violence quotidienne non seulement en endommageant leurs terres, mais aussi leur mode de vie, qu'elles, en tant que femmes, sont responsables de transmettre aux nouvelles générations, y compris non seulement la culture et les traditions, mais aussi la protection de l'environnement, la protection des plantes médicinales et le maintien de la souveraineté alimentaire. Le chapitre sur le Chili note également que les femmes mapuches mobilisent des organisations autochtones pour lutter contre la dépossession des terres, protéger les sources d'eau, raviver les langues et protéger l'environnement. Ils établissent également de larges alliances entre les secteurs à travers le pays pour amplifier leur voix que le système actuel de gouvernance doit changer.

Le chapitre sur la **République centrafricaine** décrit comment le gouvernement et les ONG ont organisé des ateliers tout au long de 2019 avec des femmes autochtones pour identifier les causes de la déforestation et de la dégradation des écosystèmes, ainsi que pour renforcer les capacités des communautés sur les techniques de restauration des zones dégradées et des zones protégées et sacrées.

Le chapitre sur le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones commence par mettre en évidence un important panel lors de leur réunion annuelle de 2019 qui comprenait sept femmes autochtones du monde entier qui avaient surmonté de grandes chances de faire partie de leur conversation politique nationale en occupant des postes publics élus dans les parlements, les ministères et autres offices.

14. Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR). "Situation of women human rights defenders - Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders." 40th session HRC 2019. A/HRC/40/60. Accessed 25 March 2020: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/004/97/PDF/G1900497.pdf?OpenElement>

Source : IWGIA - *The Indigenous World 2020*

Dwayne Mamo

General Editor

Kathrin Wessendorf

Executive Director Copenhagen, April 2020

Traduction par le GITPA